

## Edward Snowden alerte sur les atteintes à la vie privée : (à quel point) faut-il se méfier des Etats occidentaux ?



Avec la pandémie de Covid-19, la tentation est forte pour les Etats de renforcer leur surveillance des citoyens, afin d'éviter la propagation du virus. Edward Snowden nous alerte sur les dernières mesures de tracking décidées dans le cadre de la crise sanitaire, qui pourraient bien être durables.

Avec Franck DeCloquement

**Atlantico.fr : À quel point ce contrôle technologique est-il réel selon vous ? Snowden explique par exemple que certains gouvernements et décideurs politiques pourraient se voir renforcer dans leurs prérogatives par l'apport de ces technologies de surveillance sanitaire... Nos dirigeants peuvent-ils se servir de cette crise, afin de contrôler, à terme, les populations de manière plus autoritaire ?**

**Franck DeCloquement :** Les « technologies cognitives » sont d'ores et déjà une réalité factuelle. L'usage du Nudge au service des politiques publiques ou en économie comportementale date des années Obama, via certains de ces conseillers spéciaux. À l'image d'un Georges P. Lakoff par exemple (spécialiste de linguistique cognitive), d'un Richard H. Thaler (Prix Nobel d'économie en 2017 et expert mondial de l'économie comportementale), ou d'un Daniel Kahneman (Lauréat du prix Nobel d'économie en 2002, et auteur de « Système 1, Système 2 »), devenu également grand prêtre des patrons des GAFAM. De nombreux pays ont d'ores et déjà mis en place – ou sont sur le point de le faire – des dispositifs de surveillance technologique, utilisant massivement les nouveaux apports de l'intelligence artificielle (IA), du traitement des mégadonnées ou du tracking des populations d'individus, à travers leurs objets connectés. Et ceci, dans le but avoué de lutter contre la pandémie actuelle de Covid-19.

Edward Snowden nous alerte cependant sur le caractère potentiellement pernicieux et durable de ces dispositifs de techno-pouvoir, visant de très grands ensembles de populations, une fois la crise sanitaire résolue... Et en la matière, tout pouvoir serait naturellement tenté de profiter de cette manne d'informations structurées, hors contexte pandémique, à des fins de gouvernance autoritaire. Il y aura de toute évidence en l'état, « un avant » et « un après » Covid-19. En Israël, comme nous le révélions dans notre précédente tribune pour ATLANTICO, l'exécutif a autorisé sans préavis ses propres services de sécurité à consulter les données personnelles des téléphones mobiles et des communications de ses citoyens. Aux Etats-Unis, la Maison-Blanche de son côté collabore ouvertement avec Facebook et Google, afin de mettre en place des dispositifs de localisation, offrant la possibilité de « conserver un aperçu des centres principaux de contaminations au coronavirus ».

Afin de participer à l'effort de compréhension et de lutte contre la Covid-19, Google et Facebook proposent à l'envi : données, cartes et graphiques exploitant les data géolocalisées. Une information de haute valeur ajoutée qui a en outre provoqué l'émoi outre-Atlantique chez de nombreux observateurs. Ceci symbolise parfaitement selon Edward Snowden, cette lente et progressive mise en place d'une forme de techno-pouvoir dans la gestion des populations dans les démocraties occidentales. Notamment en ce qui concerne la vie privée et la protection de nos données personnelles. Un mouvement inéluctable à ces yeux, qu'accélère encore

---

l'émergence de la pandémie virale actuelle. Le géant des réseaux sociaux a également profité de cette annonce pour rappeler qu'il faisait partie du réseau « Covid-19 Mobility Data Network », qui rassemble diverses entreprises collectant des données de géolocalisation (comme Facebook et Cuebiq), qui mettent leurs données agrégées en open source, à la disposition d'épidémiologistes du monde entier afin d'affiner encore leurs modèles d'analyses...

En Europe, et en France tout particulièrement, le débat n'est pas encore totalement ouvert sur la question. Mais Snowden, affirme sans ambages que les libertés individuelles sont désormais menacées compte tenu de la puissance des ressources technologiques existantes. Le Royaume-Uni et l'Allemagne travaillent déjà de concert avec des opérateurs privés, afin de créer des cartes thermiques virtuelles. En Chine ou en Russie, les chiffres présentés par les autorités semblent flatteurs. Pékin a d'ores et déjà appelé à un renforcement de son techno-pouvoir afin de s'assurer que tout le monde respecte à la lettre les consignes émanant du pouvoir. En Pologne, les personnes confinées se doivent de répondre de leur côté à des questions très précises du gouvernement, via une application qui se met en route de manière inopinée. Enfin, en République Tchèque, le gouvernement souhaite retracer les discussions des personnes contaminées afin d'entrer en contact avec les dernières personnes contactées. Au-delà des visualisations « intelligentes » présentées par les plateformes géantes du web ; qui restent toutefois globales ; et assez peu interprétables par le commun des mortels, les deux annonces faites par Google et Facebook présentent cependant une similitude : la part importante consacrée à l'assurance faite que ces données respectent bien la vie privée et qu'il s'agit bien de données agrégées. Mais peut-on réellement leur faire confiance ?

## **Cette crise du coronavirus peut-elle mettre l'essence de nos démocraties en danger ? Jusqu'où les gouvernements peuvent-ils concrètement aller en matière de mesures coercitives et de surveillance globale des populations ?**

Il n'y a pas de réponse définitive à cette question. En pleine crise sanitaire du Covid-19, « Palantir Technologies », le géant américain d'édition logicielle spécialisée dans l'analyse et la science des données, désormais bien connu de tous nos lecteurs, lorgne tout naturellement sur les données médicales de nos hôpitaux français. Et son action présente peut nous servir de guide-fil en matière de raisonnement. Effet d'aubaine oblige en cette période troublée, des discussions ont d'ailleurs été lancées en ce sens, comme la presse hexagonale s'en est faite l'écho ces derniers jours, entre ce leader américain de l'analyse data, et les 39 hôpitaux de l'AP-HP. L'idée avancée étant de concevoir un outil technologique de lutte efficace contre le coronavirus. S'il s'avère concluant, le dispositif pourrait ainsi être étendu à l'ensemble des hôpitaux français... Mais certain y voit à raison, un « cheval de Troie » opportun, pour enfin mettre main basse sur nos données personnelles hospitalières... Des données naturellement stratégiques et hautement sensibles, le renseignement français dans son ensemble en est d'ailleurs parfaitement conscient. Et qu'en sera-t-il fait au juste, au terme de la pandémie ? Faut-il naïvement céder une fois de plus aux sirènes commerciales et sémantiques de la firme américaine ? Rien n'est moins sûr...

Actuellement confinée, une partie du monde pourrait avoir à faire face aux aspects invasifs des nouvelles technologies, puisque de nombreux gouvernements tentent de s'assurer à travers leur usage que chaque concitoyen respecte assidument les mesures sanitaires et les consignes de sécurité prescrites. Nous le voyons en Chine ou en Corée du Sud où règne une toute autre culture que la nôtre, les manières de surveiller les populations confinées sont d'ores et déjà très invasives et autoritaires. Et pour beaucoup d'observateurs, cette pandémie met également en lumière un duel entre démocraties occidentales et régimes autoritaires dans la gestion de la crise. Et dans certains cas, la surveillance globale à outrance pourrait très facilement s'installer durablement, ce qui est notamment le cas en Corée du Sud où, toutes les personnes interconnectées se retrouvent à partager leurs informations personnelles de santé avec le reste de la population du pays...

Nous le mesurons à l'aune du cas Palantir, l'initiative du géant américain de l'analyse Data est loin d'être dénuée de sens sur le fond. Fondée en 2004, et en partie abondée à ses débuts par l'un des fonds d'investissements de la CIA - In-Q-Tel, Palantir Technologies dispose de solutions marketing et d'une offre inégalée à ce jour en matière de traitement des mégadonnées. Une fois nourris par les flots de data émanant d'institutions comme celles du domaine médical, ses applications peuvent théoriquement faire ressortir les informations qualifiées et fournir à l'issue des recommandations essentielles. Le tout ayant vocation à rendre pertinent et intelligible par l'IA, ce qui serait resté parfaitement inapparent à l'analyse humaine... Il y a dix ans, Palantir Technologies avait déjà fait ses preuves dans le secteur de la santé, en permettant en outre à Haïti de mieux combattre une épidémie de choléra qui ravageait le pays. Palantir Technologies n'en est pas à sa première incursion en France. La firme compte notamment parmi ses nombreux clients emblématiques, l'avionneur Airbus. Mais elle a également signé en mai 2016, puis récemment renouvelé en 2019, un contrat avec la DGSI (le renseignement intérieur français). Faisant en cela suite aux attentats terroristes de 2015 qui menaçaient la sécurité nationale du pays. Cette autre occasion, dramatique là encore, saisie pour étendre son leadership technologique... Certains en coulisses s'en inquiètent, bien conscients que la législation américaine en matière de sécurité nationale, oblige ses opérateurs privés à livrer aux agences d'états, les informations nécessaires à la poursuite de leurs objectifs stratégiques prioritaires... Et cela, sans en informer leurs « clients ». Nous ne le savons que trop bien depuis cette phrase souvent citée, et attribuée à Charles de Gaulle : « les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». Aussi, sachons nous en souvenir dans ce contexte délétaire. D'autant plus quand l'opérateur en question travaille pour la communauté du renseignement des États-Unis, et notamment pour la NSA, la CIA et le FBI. Ainsi que pour différents acteurs prestigieux du système de défense américain, comme les US Marines, l'US Air force et les Opérations spéciales...

## **Comment pallier à cet état de fait ? Est-il déjà trop tard en l'occurrence ?**

« Il ne faut pas diaboliser une entreprise comme Palantir, ni aucune autre d'ailleurs. Leur solution est particulièrement performante et unique », argumente Sébastien Garnault, fondateur du collectif « CyberTaskForce » et de « Paris Cyber Week » qui met en relation des décideurs publics et privés sur des enjeux de transformation numérique. « Ce qui est à craindre, en revanche, c'est l'impact en matière de souveraineté, de libertés publiques, voire même de secret médical. Le gouvernement étudie les outils de gestion et de sortie de crise, ce qui est absolument nécessaire. Mais nous devons garder à l'esprit que la dépendance technologique limite le libre arbitre, des États comme des citoyens ». On ne saurait mieux résumer les enjeux de la situation en quelques mots.

Globalement, le défaut de concurrence laisse désormais le champ libre à des poids lourds du digital Anglo-saxon en matière de gestion de nos data stratégiques souveraines, à l'image de Palantir Technologie, Microsoft, Google ou Facebook. La firme fondée en 2003 par Peter Thiel, Joe Lonsdale, Stephen Cohen et Alex Karp s'est assurée en France le soutien de nombreux lobbyistes influents,

---

mais aussi d'opérateurs très introduits dans le monde politique, ayant en outre œuvrés précédemment au cœur même des institutions françaises et du pouvoir. Ce qui n'a pas manqué d'étonner les spécialistes les plus avertis de la place en matière de contre-ingérence, et de guerre économique. La firme a donc de grandes chances de nouer un partenariat avec les hôpitaux de Paris, d'autant plus si certains au cœur même des cercles du pouvoir s'en réjouissent d'avance. Et l'évolution très rapide de l'épidémie, l'ampleur du désastre sanitaire ainsi que le nombre croissant des décès sur notre territoire pourraient encore accélérer la finalité des discussions en cours, et l'acceptation de principe des décideurs en cette affaire. La production du consentement, encore et toujours...